

Newsletter
du KOFF
N° 129, juillet 2014



Amérique centrale :
l'étroit chemin de la paix

Éditorial

Violences à l'encontre des défenseurs des droits humains au Guatemala, assassinats de journalistes au Honduras, narcotraffic et gangs armés au Salvador et, partout, impunité et corruption à tous les étages de la société : l'Amérique centrale, et tout particulièrement le triangle du Nord (Guatemala, Honduras, Salvador), peine à chasser ses démons. Ainsi, si les guerres ont pris fin depuis plus d'une décennie, il est malheureusement impossible de parler de paix positive. L'instauration d'une culture de paix via l'éducation au Salvador, la réforme du système de sécurité au Honduras, la réhabilitation des femmes victimes de violences au Guatemala et la présence de plateformes d'échange, de dialogue et de sensibilisation comme Foro Suizo sont cependant autant d'étapes à la consolidation d'une société pacifique. Ce numéro présente les problèmes, les enjeux et les défis à relever dans cette région à travers de nombreux témoignages d'acteurs de la société civile et d'institutions gouvernementales.

Marie Seidel
Rédactrice

Table des matières

POINT FORT		SERVICES GOUVERNEMENTAUX SUISSES	
> Droits humains en conflit : l'exemple des ressources naturelles au Guatemala	3	> Comment combattre la violence à l'encontre des femmes au Guatemala	10
KOFF - SWISSPEACE		> La politique de sécurité au Honduras est-elle civile ou militaire ?	10
> Coordonner l'engagement en faveur des droits humains et de la paix au Guatemala	4	PUBLICATIONS	
> Cours sur la prévention des conflits et l'alerte précoce	5	> Les femmes dans les processus de paix	11
> Série de formations du KOFF 2014/2015	6	> swisspeace présente ses nouvelles publications	11
ONG SUISSES		> Parution des rapports annuels 2013	12
> Vers une paix durable au Salvador	7	SUR LE WEB	
> Au Salvador, la lutte contre la violence passe aussi par l'éducation	7	> Une plateforme d'échange sur la politique suisse de développement	12
> Guatemala : promouvoir l'enseignement pour promouvoir la paix	8	INTERNATIONAL	
> Journaliste, un métier à haut risque au Honduras	9	> Organisations internationales partenaires	13
> Conflits liés à l'eau : HELVETAS s'engage en Bolivie	9	CALENDRIER	
		> Événements	13

Éditeur :
Centre pour la promotion de
la paix (KOFF)
Sonnenbergstrasse 17
CH - 3000 Berne 7
Tél : +41 (0)31 330 12 12
www.koff.ch

KOFF

Kompetenzzentrum Friedensförderung
Centre pour la promotion de la paix
Centre for Peacebuilding

Droits humains en conflit : l'exemple des ressources naturelles au Guatemala

Loin de survenir de manière isolée, les conflits motivés par l'accès aux ressources sont étroitement liés à des courants de l'économie politique mondiale et à des inégalités structurelles, socio-économiques, culturelles et ethniques. Les violents conflits portant sur l'accès aux ressources naturelles et à leur utilisation sont donc autant de défis pour la promotion de la paix, à l'interface entre l'approche des droits de l'homme et la transformation des conflits. Ces deux approches peuvent en effet avoir des effets tant positifs que négatifs sur un différend, comme en témoigne l'exemple des conflits liés aux ressources au Guatemala.

[Lien](#)

Thématique du KOFF :
[conflits liés aux ressources](#)

Les intérêts des organisations de défense des droits de l'homme, des acteurs économiques, de la population rurale et de l'élite politique au Guatemala divergent fortement. Il y a un mois, la construction prévue d'une mine d'or dans les environs de la ville de Guatemala a de nouveau provoqué une escalade de violence. L'organisation de résistance pacifique La Puya, qui surveille et bloque sans relâche depuis près de deux ans l'accès à la mine située sur son territoire communal, a été attaquée à coups de matraque et de gaz lacrymogène par près de 300 membres des forces de sécurité de la police nationale. Des femmes et des jeunes ont été blessés et plusieurs personnes arrêtées. Leur procès se déroule en ce moment. La répression violente des mouvements sociaux et la criminalisation des personnes défendant leurs droits ne sont pas des cas isolés au Guatemala, mais nourrissent au contraire la dynamique générale d'un conflit portant sur l'exploitation des ressources naturelles du pays. Tributaire de la terre et des ressources pour subvenir à ses besoins, la population rurale majoritairement indigène revendique ses droits. Bien que ces derniers soient garantis par la constitution guatémaltèque et les traités internationaux, ils demeurent cependant bafoués au nom des intérêts nationaux par une élite issue de la politique, de l'économie et de l'armée. Les atteintes aux droits de l'homme commises dans le cadre de rapports de force politiques extrêmement inégaux sont au Guatemala à la fois la cause profonde des conflits et la conséquence des conflits liés aux ressources. La promotion de la paix devrait-elle alors se concentrer sur le respect des droits humains et des principes de l'État de droit ?

Des expériences concrètes montrent que l'approche des droits de l'homme dans le contexte de conflits liés aux ressources au Guatemala parvient à peine, pour diverses raisons, à changer positivement une situation le plus souvent fortement polarisée. En 2010, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a par exemple eu beau exhorter le gouvernement à fermer provisoirement une mine d'or dans l'ouest du pays en raison de son impact sur l'homme et l'environnement, l'exploitation n'a en réalité pas été stoppée ne serait-ce qu'un jour. Dans les pays où la corruption du système judiciaire par la politique conduit à l'absence d'État de droit, l'approche des droits de l'homme semble avoir très peu d'effets car elle tente par la voie légale d'aborder un problème de nature politique. En outre, dans des contextes polarisés comme celui du Guatemala, les organisations de défense des droits de l'homme ne nouent pas souvent des contacts avec une autre catégorie majeure d'acteurs lors de conflits liés aux ressources : les multinationales et les bailleurs de fonds internationaux. Ces protagonistes font partie d'une économie de marché mondiale qui incite les pays riches en ressources comme le Guatemala à privilégier une stratégie de développement nationale centrée sur l'extraction et l'exportation des ressources plutôt que sur les intérêts et les droits de la population locale. Dans ce contexte, exhorter l'État et les entreprises à respecter les droits de l'homme est perçu comme un ralliement au camp d'une partie au conflit. On entend souvent reprocher aux organisations de défense des droits humains d'attiser les conflits avec leurs positions unilatérales et d'empêcher ainsi les interactions constructives entre les parties.

La transformation des conflits et l'outil du dialogue pourrait-elle alors éventuellement apporter une solution ? En cas de conflits d'intérêts, il est primordial

d'amener toutes les parties au conflit à s'asseoir autour d'une même table pour encourager la compréhension mutuelle et négocier sur les intérêts divergents. Mais il convient dès lors de se demander si le déséquilibre existant entre les parties ne risque pas de favoriser le pouvoir en place. Il a par exemple fallu mettre rapidement fin à une table ronde visant à la résolution d'un conflit relatif à la construction d'une fabrique de ciment au sud du Guatemala car l'entreprise ne s'était pas conformée aux règles et avait poursuivi la construction pendant les pourparlers. Les médias avaient annoncé que les représentants des communautés villageoises avaient donné leur feu vert durant les négociations. Échaudées par de telles expériences, nombre de communautés locales ne voient pas dans le dialogue le moyen de régler un conflit mais juste un instrument supplémentaire aux mains des puissants pour imposer leurs intérêts. Pour beaucoup, cela est évident : quelle multinationale aurait intérêt à concéder par le dialogue des garanties en termes de terres, d'eau et de santé aux communautés locales alors qu'elle peut faire triompher ses intérêts économiques avec l'appui du gouvernement national et de l'armée ? Les approches actuelles en matière de transformation des conflits ne tiennent pas suffisamment compte de ces rapports de force politiques. En conséquence, les structures du pouvoir politiques à l'échelle nationale et internationale, pourtant à l'origine même du conflit, demeurent inchangées. Mais comme aucune paix durable n'est possible lorsque les droits et les intérêts de certaines populations sont systématiquement bafoués, il est nécessaire d'intégrer une analyse de cette dimension politique des conflits liés aux ressources dans la transformation des conflits.

S'agissant des conflits liés aux ressources au Guatemala, il convient donc de se demander comment exploiter les avantages respectifs de l'approche des droits de l'homme et de la transformation des conflits afin de promouvoir la paix et de limiter les effets attisant les divergences. Grâce à la diversité de ses membres, le Centre pour la promotion de la paix (KOFF) est la plateforme idéale pour dynamiser l'apprentissage commun sur la base d'expériences pratiques, au croisement entre droits de l'homme et transformation des conflits. Elle permet également de réfléchir à une approche intégrée des droits humains et de la transformation des conflits combinant l'analyse politique des causes structurelles du conflit avec les instruments professionnels de la promotion de la paix.

[Complément d'information](#)

KOFF
[Anna Leissing](#)

KOFF - SWISSPEACE

Coordonner l'engagement en faveur des droits humains et de la paix au Guatemala

De nombreuses organisations membres du Centre pour la promotion de la paix (KOFF) s'engagent depuis des années au Guatemala où elles jouissent de la confiance de partenaires locaux grâce aux activités qu'elles déploient dans le développement rural, l'éducation, la formation professionnelle ou encore la promotion de la culture. Mais les processus politiques qui se profilent actuellement au Guatemala, à la frontière entre fragilité et État de droit, oligarchie et démocratie, guerre et paix, requièrent également l'attention et le soutien d'acteurs internationaux. 18 ans après la fin de la guerre civile, la société guatémaltèque reste en effet divisée par le traitement du passé et marquée par des conflits sociaux et des atteintes aux droits de l'homme.

Le cadre international actuel de la coopération au développement et le climat hostile aux acteurs internationaux au Guatemala réduisent cependant le champ d'action des organisations suisses actives sur place en limitant leur engagement en faveur d'une évolution structurelle, de la protection des droits humains et de la

promotion de la paix. Mais la nécessité d'une coopération accrue et d'un travail de lobbying s'est avérée primordiale après la décision prise au printemps 2012 par le Conseil fédéral de fermer l'ambassade suisse au Guatemala.

C'est sur cette toile de fond que le forum suisse pour les droits humains et la paix au Guatemala a été créé en mai 2014, après un processus d'un an encadré par le KOFF. Ce Foro Suizo est un groupe de travail qui réunit 14 organisations actives ou liées au Guatemala et complète programmes et projets des acteurs suisses au Guatemala dans les domaines de la représentation d'intérêts et du lobbying. Il défend les positions concertées de ses membres auprès des autorités suisses et les soutient au Guatemala via la Plateforme internationale contre l'impunité créée par des organisations non gouvernementales européennes. L'objectif est ainsi d'encourager à tous les niveaux le dynamisme, l'efficacité et la cohérence de la politique des acteurs suisses en matière de droits humains et de paix afin de contribuer à la transformation constructive des conflits sociaux au Guatemala. Le KOFF continuera d'accompagner ce processus.

[Complément d'information](#)

KOFF
[Anna Leissing](#)

Cours sur la prévention des conflits et l'alerte précoce

[Lien](#)

[swisspeace Academy](#)

Depuis qu'en 1992, Boutros Boutros-Ghali, alors Secrétaire général des Nations Unies, a présenté son « Agenda pour la paix », la prévention des conflits violents et la détection précoce des tensions ont été au cœur des échanges internationaux sur la promotion de la paix. En 1994, le génocide rwandais a accéléré le processus en révélant la nécessité de développer des programmes solides de prévention des conflits. Malgré ces efforts et bien qu'investir dans la prévention soit nettement moins coûteux que de réparer les effets d'une guerre, la mise en œuvre de la prévention des conflits n'en est qu'à ses balbutiements.

Pour évoquer ce sujet toujours d'actualité, swisspeace propose le cours « Conflict Prevention & Early Warning », composé d'une formation sur place de 5 jours et d'activités en ligne. Il englobe une analyse des principales découvertes universitaires sur la prévention des conflits, un récapitulatif des efforts actuellement menés dans le domaine ainsi qu'une vue d'ensemble des méthodes pouvant être employées pour améliorer la prévention et la détection précoce des conflits. Il est effectué par des spécialistes de renom et des professionnels expérimentés.

Prévu du 10 au 14 novembre à la swisspeace Academy de Bâle, le cours est destiné aux professionnels et aux universitaires souhaitant rapprocher leurs propres expériences des analyses théoriques et des connaissances pratiques actuelles en matière de prévention des conflits et d'alerte précoce. Il peut également constituer l'un des modules du nouveau programme de formation post-diplôme « Master of Advanced Studies (MAS) in Peace & Conflict Transformation » proposé par swisspeace. Le délai d'inscription est fixé au 31 août.

[Complément d'information](#)

swisspeace
[Franziska Sigris](#)

Série de formations du KOFF 2014/2015

[Liens](#)

[Série de formations du KOFF 2014/2015](#)

[CAS Peacebuilding Methodologies Course](#)

Dans sa série de formations 2014/2015, le Centre pour la promotion de la paix (KOFF) offre aux acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux de la promotion de la paix cinq occasions d'apprendre les uns des autres, de développer leurs compétences et de partager leurs expériences. Axées sur la pratique, ces formations se tiennent en anglais à Berne, et peuvent désormais être combinées pour obtenir un Certificate of Advanced Studies (CAS) in Peacebuilding Methodologies. La clôture des inscriptions à un cours a lieu trois semaines avant le début de ce cours.

- > [Passer à l'action - Comment planifier des projets de promotion de la paix efficaces du 5 au 17 octobre 2014](#)

Quels sont les critères majeurs de conception, de mise en œuvre et d'évaluation des projets de promotion de la paix ? Reposant sur les principes fondamentaux de la gestion du cycle de projet, ce cours analyse les défis méthodologiques et met en lumière les meilleures pratiques permettant de travailler dans des environnements complexes.

- > [Analyse de conflits revisitée : de la théorie à la pratique du 26 au 28 novembre 2014](#)

Quelles sont les causes profondes d'un conflit ? Quels en sont les moteurs, les acteurs et les forces dynamiques ? Ce cours guide les participants dans le choix des outils d'analyse des conflits et leur présente les leçons tirées de la pratique pour une mise en œuvre et une actualisation efficaces de l'analyse de conflit.

- > [Comment contribuer efficacement à la paix ? Compétences personnelles pour la promotion de la paix du 25 au 27 mars 2015](#)

Comment pouvons-nous, en tant qu'individu, induire des changements positifs dans notre contexte immédiat de promotion de la paix, tant au niveau personnel et institutionnel que dans le cadre des programmes mis en place ? Ce cours permet aux participants d'atteindre leurs objectifs personnels et institutionnels en matière de promotion de la paix.

- > [Gestion de programmes dans des situations de conflit et de fragilité du 29 avril au 1er mai 2015](#)

Comment les interventions externes peuvent-elles favoriser les effets positifs sur un conflit et en atténuer les effets négatifs ? Ce cours révèle comment la sensibilité au conflit peut être intégrée à tous les aspects stratégiques et opérationnels du travail en contexte de conflit et de fragilité.

- > [Droits humains et transformation des conflits : des concepts à la pratique du 10 au 12 juin 2015](#)

Bien que les liens étroits qui unissent droits humains, conflits, paix et développement soient largement reconnus, ces domaines sont souvent traités séparément. Ce cours met en relation, dans la pratique, les droits humains et la transformation des conflits.

[Complément d'information](#)

swisspeace
Franziska Sigrist

Vers une paix durable au Salvador

Liens

[Ilopango, One Year Later](#)

[Santa Tecla: A Fertile Ground to Reduce Violence](#)

[Bureau régional pour l'Amérique Latine d'Interpeace](#)

[Interpeace](#)

Le Salvador était encore récemment classé au deuxième rang des pays les plus violents au monde. La majeure partie de cette violence trouve son origine dans un conflit entre les deux principaux gangs du pays, MS 13 et Barrio 18. Deux médiateurs sont cependant parvenus à entamer des négociations avec leurs chefs qui, fatigués des violences endurées par les membres de leur gang, ont convenu d'une trêve le 8 mars 2012, acceptant ainsi de cesser les hostilités et s'engageant à réduire leurs activités criminelles. Le nombre d'homicides a alors chuté de 60 %. La trêve a aussi permis de lancer dans tout le pays un plus large processus de réduction de la violence incluant les gangs et un groupement de 11 municipalités.

Interpeace a épaulé les médiateurs à l'origine de cette trêve et accompagné les maires ayant déclaré leur municipalité « zone sans violence ». Un réseau constitué de membres de gangs sert d'intermédiaire et renforce la collaboration entre les autorités locales, les communautés et les gangs. Créer des emplois est une priorité absolue pour assurer des sources de revenus licites aux anciens membres des gangs. Dans ce but, Interpeace apporte son soutien à la Fondation humanitaire, qui rassemble des représentants du secteur privé en vue de favoriser le processus de réduction de la violence. Cette fondation encourage la création de programmes éducatifs et d'emplois destinés aux jeunes risquant de rejoindre les gangs, et promeut un dialogue national entre les principaux acteurs sociaux.

Santa Tecla et Ilopango sont deux exemples de municipalités sans violence à avoir participé au processus. Après deux ans, Interpeace a évalué les effets de cette action sur les communautés locales et a publié un rapport sur l'évolution de la situation dans chacune de ces municipalités.

Le processus engagé au Salvador montre à quel point il est important de trouver de nouvelles approches de réduction de la violence. Pour lutter contre la criminalité et la violence, ce sont les causes des conflits qui doivent être traitées.

Complément d'information

[Interpeace](#)
[Ana Glenda Tager](#)

Au Salvador, la lutte contre la violence passe aussi par l'éducation

Lien

[Brücke Le pont au Salvador](#)

Pour le commerce de la drogue, l'Amérique centrale fait office de pont entre l'Amérique du Sud et l'Amérique du Nord et le crime organisé contrôle la région. La mafia de la drogue et les gangs, les « maras », parviennent aisément à recruter dans la population démunie. Ils contrôlent les quartiers pauvres, rançonnant même les stands de rue ou la fleuriste du coin. Les perspectives d'avenir sont donc sombres pour les jeunes et nombre d'entre eux quittent le pays pour se rendre aux États-Unis.

Dans les quartiers pauvres de San Salvador, certains décident pourtant d'affronter courageusement la violence quotidienne et reçoivent le soutien de l'œuvre d'entraide Brücke Le pont. Trois organisations partenaires de Brücke Le pont proposent en effet une formation professionnelle orientée vers la pratique et de courte durée et ont mis en place le programme Cultura de Paz (culture de la paix). Les jeunes apprennent ainsi à composer avec les conflits, à les régler pacifiquement et à gérer les injustices subies. Cela leur donne force et confiance et de nombreux jeunes qui précédemment considéraient leur situation comme sans issue savent aujourd'hui qu'ils peuvent contribuer à un avenir meilleur.

[Complément d'information](#)

Brücke Le pont
José Balmer

Pour mettre en œuvre leurs idées et leurs souhaits, les jeunes ont formé des comités dans leurs quartiers. Ensemble, ils discutent de leur situation et envisagent des solutions aux problèmes, organisent des activités de loisirs et sensibilisent jeunes et moins jeunes à l'école et auprès des voisins afin d'instaurer une cohabitation pacifique. En outre, ils soumettent des propositions aux autorités locales sur la manière d'aménager plus agréablement l'espace public et sur les possibilités de mieux l'entretenir et de le protéger. Les autorités les prennent au sérieux et ont déjà satisfait plusieurs de leurs demandes. Mais il n'y a pas de miracle : les jeunes savent que la paix doit commencer à petite échelle.

Guatemala : promouvoir l'enseignement pour promouvoir la paix

[Lien](#)

Fondation Village d'enfants
Pestalozzi au Guatemala

Le Guatemala est un pays divisé. Selon des statistiques officielles, la population indigène, composée de 25 groupes ethniques, représente plus de la moitié de la population totale. Pourtant, elle demeure largement exclue de nombreuses activités de la vie courante. De multiples groupes ethniques sont touchés par la pauvreté, demeurent sous-représentés dans les cercles politiques et exploitent des sols qui ne leur appartiennent pas.

Le fossé croissant au sein de la population se reflète également dans le système éducatif : de nombreux enfants de minorités ethniques habitant en zones rurales et beaucoup de jeunes filles ne sont pas scolarisés, quittent l'école prématurément ou terminent l'école primaire en ne sachant ni lire, ni écrire ni compter. Ce problème est dû au manque de compétences professionnelles du corps enseignant, à la corruption ainsi qu'à un programme privilégiant le par cœur plutôt qu'un savoir applicable, et l'obéissance plutôt que la curiosité et la participation. En outre, si l'enseignement bilingue en espagnol et dans la langue maternelle des minorités ethniques est ancré dans la loi, l'espagnol s'impose presque partout comme langue scolaire.

Avec ses organisations partenaires, la Fondation Village d'enfants Pestalozzi soutient la formation initiale et continue d'enseignants de l'école publique dans les domaines civique, politique et interculturelle et les forme aux droits de l'enfant, rehaussant ainsi la qualité de l'enseignement. En développant des méthodes et des supports pédagogiques, elle favorise en outre la participation active des enfants, par exemple au sein de comités scolaires. Les structures et processus déjà en place sont quant à eux intégrés et développés en adoptant une approche fondée sur les droits humains. La Fondation Village d'enfants Pestalozzi forme également parents, enseignants et membres des communautés pour qu'ils soient à même de défendre leurs droits dans les comités de parents et les comités locaux. La compréhension mutuelle est ainsi encouragée au-delà des frontières linguistiques, ethniques et de genre et permet l'accès à une culture concrète de la paix.

[Complément d'information](#)

Fondation Village d'enfants
Pestalozzi
Gisela Wattendorf

Journaliste, un métier à haut risque au Honduras

[Liens](#)

[Peace Brigades au Honduras](#)

[Honduras, a new perspective on Human Rights?](#)

[Complément d'information](#)

Peace Brigades
Jean-David Rochat

Selon l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, « tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit ». Le 28 mai dernier, Le journaliste Hernán Cruz Barnica a été assassiné à l'ouest du Honduras. Ce dernier présentait quotidiennement l'émission *Otro nivel* sur la radio communautaire *Opoa, la voz de la Esperanza*, consacrée à la situation des droits humains dans le pays.

Le malheureux est le dernier d'une longue série de journalistes assassinés. Depuis le coup d'État du 28 juin 2009, le petit pays d'Amérique centrale rivalise avec le Brésil et le Mexique pour ce qui est du nombre de journalistes et dessinateurs de presse assassinés : 35 journalistes ont été tués au Honduras depuis 2009 et nombreux sont les cas de censure, d'intimidation et de menaces. L'impunité concernant ces crimes demeure quasi-totale. Le Honduras figure ainsi à la 129^e position sur 180 pays dans la dernière édition du classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières.

Selon Dina Meza, journaliste engagée, cible potentielle et donc nouvellement accompagnée par Peace Brigades International (PBI), les journalistes assassinés ou inquiétés enquêtent souvent, au moment des faits, sur les conflits agraires, l'impact des projets miniers, la corruption politique et le crime organisé. À la demande de plusieurs organisations civiles du Honduras et après une analyse approfondie de la situation des droits humains dans le pays, PBI a ouvert un bureau sur place en novembre 2013. Actuellement, quatre volontaires internationaux s'y trouvent.

Conflits liés à l'eau : HELVETAS s'engage en Bolivie

[Liens](#)

[HELVETAS en Bolivie](#)

[Projet CONCERTAR](#)

Mener une politique et une gestion de l'eau à la fois efficaces, transparentes et participatives constitue le meilleur moyen de prévenir les conflits liés à l'eau. Tel est l'objectif du programme CONCERTAR financé par la Direction du développement et de la coopération (DDC) et exécuté par HELVETAS Swiss Intercooperation (HELVETAS). Depuis 2007, CONCERTAR soutient la coordination entre les divers niveaux gouvernementaux impliqués dans la politique de l'eau, renforce les communes dans leurs plans d'investissements et encourage la population à s'engager davantage dans la planification, la prise de décision et le contrôle de ces politiques et investissements. HELVETAS Bolivie a analysé plusieurs conflits locaux afin d'identifier les facteurs particulièrement conflictuels. Dans le contexte bolivien, il s'agit de l'accès inégal à l'eau, des systèmes hydrographiques traversant plusieurs communes politiques, des droits traditionnels et formels en matière de partage de l'eau ainsi que des projets planifiés et mis en œuvre trop hâtivement.

Pour mieux se concentrer sur les conflits actuels, HELVETAS Bolivie a rédigé un guide simple sur la gestion des conflits et l'a distribué à ses partenaires locaux. La formation dispensée par la suite a montré que le sujet était encore méconnu mais qu'il suscitait un vif intérêt auprès de nombreux partenaires. Sous la direction de deux organisations partenaires engagées, HELVETAS a identifié des conflits et commencé à développer des solutions. Après avoir sensibilisé la société civile

[Complément d'information](#)

HELVETAS
Imma Mäder

locale au sujet, il a fallu mener une analyse de conflit avec les acteurs concernés. Cette procédure a permis de garantir le soutien des acteurs locaux. L'analyse a mis en évidence des solutions concrètes, acceptées par toutes les parties prenantes, comme par exemple la protection d'une source par une clôture pour préserver la qualité de l'eau ou la révision des statuts d'un comité local de gestion de l'eau. HELVETAS a accompagné ces initiatives et les a partiellement financées.

[SERVICES GOUVERNEMENTAUX SUISSES](#)

Comment combattre la violence à l'encontre des femmes au Guatemala

[Liens](#)

[Division Sécurité humaine du DFAE](#)

[Fundación Sobrevivientes](#)

Entre 2003 et 2007, la Division Sécurité humaine (DSH) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a mis en œuvre un programme de paix et de défense des droits humains au Guatemala. Depuis 2007, ce pays ne figure plus parmi les pays prioritaires de la DSH, laquelle continue néanmoins de soutenir des activités ponctuelles autour des deux axes stratégiques à la sortie d'un conflit, à savoir le traitement du passé et la réduction de la violence armée (en lien avec la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement).

La collaboration avec la Fundación Sobrevivientes illustre bien cet objectif. Cette organisation non gouvernementale fondée en 2006 par la militante féministe Norma Cruz adopte une approche holistique pour lutter contre la violence à l'encontre des femmes. Aux mineures et aux femmes victimes de violences, elle apporte une aide concrète et une assistance psychosociale. La fondation tente également d'élucider des meurtres de femmes et de lutter ainsi contre l'impunité endémique. Son équipe d'avocats offre en outre une assistance juridique aux familles des victimes. Enfin, Sobrevivientes met également l'accent sur le travail de lobbying et de relations publiques, des activités qui lui permettent d'informer sur la violence perpétrée contre les femmes et d'agir de manière préventive.

[Complément d'information](#)

DFAE
Rahel Fischer

La politique de sécurité au Honduras est-elle civile ou militaire ?

[Lien](#)

[La DDC au Honduras](#)

La police jouit d'une mauvaise réputation au Honduras où elle est souvent synonyme de corruption et de violations des droits humains. En 2013, la Direction du développement et de la coopération (DDC) a lancé un programme de réforme de l'appareil sécuritaire en partenariat avec la Banque interaméricaine de développement et le ministère de la sécurité hondurien. Ce programme prévoit la mise en place d'une police civile proche de la population, efficace et dont la priorité ne serait pas seulement la répression mais aussi la prévention. Pour ce faire, il convient avant tout de former de nouveaux policiers. En 2014, entre 700 et 1000 policières et policiers devraient ainsi être formés selon un nouveau programme d'études mettant davantage l'accent sur les droits de l'homme et la communication avec la population.

Mais la réforme de l'appareil sécuritaire constitue également un processus politique. Il est donc indispensable de développer une vision commune de la

sécurité à laquelle souscrivent les cercles politiques et la société. Pour renforcer la participation de la société civile, la Suisse appuie un vaste mouvement citoyen, l'Alliance pour la paix et la justice, laquelle, grâce à ses campagnes, place la réforme de l'appareil sécuritaire au cœur du débat public. L'Alliance se profile également comme un interlocuteur avisé mais critique du gouvernement et symbolise le réveil de la société civile.

Pour que le programme de réforme puisse être mené à bien, il faut cependant que le gouvernement s'engage davantage. Or ce dernier émet des signaux contradictoires. Si le président Juan Orlando Hernández soutient des initiatives dans le domaine de la prévention sociale, il encourage également la création d'une police militaire appelée à lutter de front contre le crime organisé. Les observateurs des droits humains mettent en garde contre une militarisation de la politique de sécurité et de la société. Les cercles gouvernementaux jugent de leur côté que polices militaire et civile sont complémentaires. La réforme sera menée à bien si l'on parvient à gommer de telles contradictions et à regrouper les partisans de la réforme au sein de la politique interne. Une chose est sûre: cette réforme requiert un travail de longue haleine dans un contexte d'État fragile.

[Complément d'information](#)

DFAE
[Thomas Jenatsch](#)

[PUBLICATIONS](#)

Les femmes dans les processus de paix

[Lien](#)

[GIZ. Promoting Women's Participation in Peace Negotiations and Peace Processes. 2014](#)

4 % seulement des signataires d'accords de paix sont des femmes. La proportion des femmes parmi les observateurs de négociations de paix est même inférieure (3,7 %) et moins d'un membre de délégations chargées de pourparlers de paix sur dix est une femme. Tels sont les résultats d'une évaluation des processus de paix menés depuis 1992, publiée en 2012 par ONU Femmes. Une nouvelle publication de l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) cherche à savoir comment les acteurs internationaux peuvent remédier à cette sous-représentation féminine. Élaborée sur la base des résultats de deux congrès internationaux, la publication accessible en ligne se veut un manuel pratique qui doit montrer non seulement les défis et les chances d'une participation accrue des femmes dans les processus de paix mais encore des pistes d'action concrètes pour les acteurs publics et non gouvernementaux.

swisspeace présente ses nouvelles publications

[Liens](#)

[swisspeace Working Papers](#)

[swisspeace Catalyzing Reflections](#)

De l'Asie du Sud-Est aux Grands Lacs africains, des questions se posent là où des processus de paix sont en cours et où des acteurs internationaux s'engagent. Prenant l'exemple d'Ituri en République Démocratique du Congo, le quatrième Working Paper de swisspeace en 2014 trace de nouvelles perspectives sur les possibilités d'améliorer la collaboration entre acteurs internationaux et locaux. Le dernier numéro de cette série de publications se concentre en outre sur le Myanmar et cherche à comprendre comment réduire l'empreinte de la promotion internationale de la paix. Le Myanmar fait également l'objet d'une nouvelle série de publications de swisspeace, Catalyzing Reflections. Dans cette série de trois

publications, des acteurs locaux adoptent une perspective de genre pour étudier les processus de paix en cours, analysent les négociations de cessez-le-feu et cherchent à comprendre pourquoi la participation de la société civile est nécessaire dans les efforts de paix.

Parution des rapports annuels 2013

[Liens](#)

[Rapport annuel 2013 de swisspeace](#)

[Rapport annuel 2013 du KOFF](#)

Aux lectrices et aux lecteurs, le rapport annuel 2013 de swisspeace propose, en plus d'une brève rétrospective des 25 dernières années, des regards croisés sur les dernières activités de la Fondation suisse pour la paix. Bien que « l'espoir de paix » ne luise pas partout comme l'illustre la contribution sur la situation précaire au Soudan du Sud, le rapport annuel souligne comment swisspeace contribue à un monde plus pacifique en adoptant une approche constructive et fondée sur la connaissance, en étroite partenariat avec des organisations locales. Dans son rapport annuel 2013, le Centre pour la promotion de la paix (KOFF) de swisspeace présente quant à lui ses activités menées en Amérique centrale par exemple, ses nouvelles impulsions thématiques liées au travail en contexte fragile et le renforcement des compétences de ses organisations membres en promotion civile de la paix.

[SUR LE WEB](#)

Une plateforme d'échange sur la politique suisse de développement

[Lien](#)

[Plateforme d'échange sur la politique suisse de développement](#)

En mai dernier, la Direction du développement et de la coopération (DDC) a lancé une plateforme d'échange sur la politique suisse de développement. L'ambition de ce projet est d'informer sur les nouvelles tendances, l'engagement et les positions de la Suisse en matière de coopération internationale au développement ainsi que de stimuler les échanges entre les services fédéraux, les organisations publiques et non gouvernementales ou encore la recherche. Les internautes peuvent obtenir une vision générale des thèmes et des débats centraux de la coopération au développement et des activités menées par la DDC dans ce domaine. Via des liens et des publications thématiques spécifiques, ils peuvent en outre avoir davantage de renseignements sur la conception de l'engagement de la Suisse dans les États fragiles et conflictuels par exemple, sur les nouveautés du débat relatif à la coopération internationale dès 2015 et sur les questions de politique de développement au centre du programme de recherche r4d. La fonction de feedback disponible sous diverses publications ainsi qu'une page rassemblant des commentaires plus généraux permettent en outre de faire du portail une plateforme dynamique pour l'échange direct de questions et d'opinions et d'élargir ainsi le débat du développement.

Organisations internationales partenaires

[Info](#)

Nouvelles émanant de la promotion internationale de la paix et de nos organisations partenaires

[Berghof Foundation](#)

[CDA Collaborative Learning Projects](#)

[Conciliation Resources](#)

[EPLO](#)

[forumZFD](#)

[FriEnt](#)

[Geneva Peacebuilding Platform](#)

[GIZ](#)

[GPPAC Foundation](#)

[International Alert](#)

[Plattform Zivile Konfliktbearbeitung](#)

[Fondation Berghof](#)

Le travail des organisations humanitaires n'est pas exempt de risques. Ces quinze dernières années, les attaques visant les organisations d'aide humanitaire et leurs agents présents en zones de conflit ont nettement augmenté. 274 agents d'aide humanitaire ont été kidnappés, blessés ou tués lors d'attaques en 2012 et, selon le syndicat du personnel de l'Organisation des Nations Unies (ONU), 58 employés de l'ONU auraient été tués en 2013. Qu'en est-il des acteurs de la paix ? Les risques auxquels ils font face sont-ils les mêmes que ceux auquel est confronté le personnel des organisations humanitaires ? Comment les acteurs de la paix et les organisations pour lesquelles ils travaillent assurent-ils leur sécurité et évaluent les risques encourus ? En abordant ce sujet, le manuel en ligne sur la transformation des conflits de la fondation Berghof s'enrichit d'un [nouvel article](#).

[FriEnt](#)

Plus de 200 acteurs de la paix issus d'organisations de la société civile allemandes et internationales, d'institutions gouvernementales et de recherche se sont rencontrés les 7 et 8 mai derniers à Berlin lors du premier Forum pour la promotion de la paix organisé par FriEnt. Les défis et enjeux de la promotion de la paix dans un monde de plus en plus complexe ont ainsi alimenté ces deux jours de discussion. Comment adapter les activités de promotion de la paix à la complexité croissante des conflits et au changement planétaire ? L'agenda post-2015 et le New Deal pour l'engagement dans les États fragiles peuvent-ils offrir de nouvelles perspectives pour la promotion de la paix ? Quelle est la place accordée aux initiatives de promotion de la paix venant de la société civile et comment renforcer de manière durable les liens entre État et société civile ? Le forum a également permis aux participant-e-s de partager leurs idées et leurs projets et de se mettre en réseau. Un rapport complet accompagné de photos et de vidéos est désormais [en ligne](#).

CALENDRIER

Événements

du 4 au 5 juillet 2014

Le Basel Peace Office organise début juillet le Forum de l'OSCE de Bâle sous les auspices de Guy Morin, président du canton de Bâle-Ville. Parmi les sujets évoqués lors des nombreuses sessions, on peut citer l'OSCE et le programme de la sécurité intégrée, les conséquences humanitaires des armes nucléaires ou encore l'engagement des parlementaires et des maires dans ce domaine. [Contact](#) et [complément d'information](#).

septembre - novembre 2014

Peace Watch Switzerland recherche des volontaires pour partir en mission, après formation, en tant qu'observatrices et observateurs de droits humains. Il s'agit de mandats de courte durée (au moins trois mois) au Guatemala, Honduras, en Colombie ou encore en Israël/Palestine. Des réunions d'information ont lieu à Zurich (6 septembre), Berne (13 septembre) et Genève (24 septembre). La prochaine formation pour les missions au Guatemala, au Honduras et en Colombie est organisée du 26 octobre au 1^{er} novembre. [Complément d'information et inscription](#).

septembre - novembre 2014

« Geistertanz » (la danse des esprits), troisième volume du poète indigène guatémaltèque Humberto Ak'abal sort en version allemande début septembre. À cette occasion, le poète originaire de Momostenango entreprend un voyage en Suisse afin de présenter son œuvre. [Dates et complément d'information](#).

du 4 au 6 septembre 2014 et
du 12 au 13 septembre 2014

En septembre, l'Institut pour la transformation des conflits et la construction de la paix (ICP) organise un cours de cinq jours sur « la transformation des conflits et la promotion du dialogue ». Ce cours permet aux participants d'analyser la complexité des conflits ainsi que leurs dimensions sociales et culturelles afin de trouver des solutions permettant une transformation créative et constructive des conflits. [Complément d'information et inscription jusqu'au 31 juillet 2014](#).

jusqu'au 12 septembre 2014

La fondation Berghof offre des bourses pour mener une thèse débutant le 1^{er} janvier 2015 et portant sur la résistance non violente. La bourse est accordée pour une période de deux ans. [Complément d'information et candidature avant le 12 septembre 2014](#).

du 6 au 10 octobre 2014

Le cours « Business, Conflict and Peace » organisé par swisspeace se tient du 6 au 10 octobre à la swisspeace Academy de Bâle. [Complément d'information et inscription](#) jusqu'au 31 juillet 2014.

du 6 au 21 octobre 2014

Le forum Honduras Schweiz organise un voyage d'étude au Honduras du 6 au 21 octobre. Ce voyage est destiné aux personnes intéressées par la politique et désireuses de s'engager activement dans la sensibilisation du public suisse à la question des droits humains au Honduras. Il offre un aperçu sur la vie culturelle, politique, sociale et économique du pays quelques mois après la création d'un nouveau gouvernement qui semble menacer de plus en plus ouvertement les défenseurs des droits humains. [Complément d'information et inscription](#) jusqu'au 15 août 2014.

du 9 au 14 novembre 2014

En novembre 2014, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) organise en partenariat avec le Centre d'études sur la politique de sécurité de l'ETH à Zurich une formation portant sur les interactions entre la religion et la politique en contexte de conflits politiques violents. [Complément d'information et inscription](#) jusqu'au 20 juillet 2014.

du 7 février au 1^{er} mars 2015

Le réseau Guatemala de Berne organise du 7 février au 1^{er} mars un voyage d'étude au Guatemala. Il offre ainsi l'occasion aux participants d'en apprendre davantage sur l'histoire du pays et de mieux comprendre les enjeux auxquels il fait face aujourd'hui. [Complément d'information et inscription](#) jusqu'au 11 octobre 2014.

[Événements du KOFF](#)

Le [calendrier du KOFF](#) fournit toutes les informations sur les tables rondes et les autres manifestations du KOFF.

Éditeur : [Centre pour la promotion de la paix \(KOFF\) / swisspeace](#)

Adresse : [Sonnenbergstrasse 17, Case postale, CH - 3000 Berne 7](#)
Tél : +41 (0)31 330 12 12; Fax : +41 (0)31 330 12 13

Rédaction : [Marie Seidel, Benjamin Veress, Diego Moresi](#)

Mise en page : [Liliana Rossier](#)

Traduction : [Jean-François Zurbriggen, Übersetzergruppe Zürich](#)

Image : [Élections au Guatemala, 2011. Copyright : Creative Commons / Spot Us](#)

KOFF

Kompetenzzentrum Friedensförderung
Centre pour la promotion de la paix
Centre for Peacebuilding

La newsletter du KOFF paraît le premier de chaque mois (à l'exception du 1^{er} août et du 1^{er} janvier) en langue allemande, anglaise et française. Elle est distribuée par voie électronique. Tous les numéros déjà parus sont disponibles sous forme de fichiers PDF sur le [site web du KOFF](#).

[KOFF est un programme de swisspeace. Il est soutenu par le Département fédéral des affaires étrangères \(DFAE\) et les ONG suisses suivantes :](#)

• [Action de Carême](#) • [Alliance internationale pour la consolidation de la paix](#), [Interpeace](#) • [Alliance Sud](#) • [Appel de Genève](#) • [Association pour la démilitarisation](#) • [BAHA'ï](#) • [Brücke Lepont](#) • [Caritas Suisse](#) • [Caux-Initiatives et Changement](#) • [cfd](#) • [Conseil suisse pour la paix](#) • [Croix-Rouge suisse](#) • [DCAF](#) • [Eirene Suisse](#) • [EPER](#) • [Femmes de Paix Autour du Monde](#) • [Femmes pour la Paix Suisse](#) • [Fondation Hironnelle](#) • [Fondation village d'enfants Pestalozzi](#) • [Forum für Friedenserziehung](#) • [Graines de Paix](#) • [Green Cross Suisse](#) • [GSsA](#) • [HELVETAS Swiss Intercooperation](#) • [ICP](#) • [Ligue suisse de femmes catholiques](#) • [Initiative de Lucerne pour la paix et la sécurité \(LIPS\)](#) • [medienhilfe](#) • [Medico International Suisse](#) • [MIVA Suisse](#) • [Solidar Suisse](#) • [Organisation suisse d'aide aux réfugiés](#) • [Palmyrah](#) • [Peace Brigades International Suisse](#) • [Peace Watch Switzerland](#) • [Quaker United Nations Office](#) • [Swiss Academy for Development](#) • [Service Civil International Suisse](#) • [Société pour les peuples menacés](#) • [SOS Villages d'enfants](#) • [Swissaid](#) • [TERRE DES FEMMES Suisse](#) • [terre des hommes suisse](#) • [TRIAL](#) • [World Vision Suisse](#) •